

Transparency International
INDICE DE CORRUPTION DES PAYS
EXPORTATEURS 2008

Remerciements

Ce rapport a été rédigé par Juanita Riaño et Robin Hodess, les données ont été analysées par Juanita Riaño. Les auteurs de ce rapport souhaitent remercier tous les membres de l'organisation Transparency International qui ont contribué à l'évaluation de l'Indice de Corruption des Pays Exportateurs au cours des deux dernières années, et qui nous ont encouragés à réaliser une nouvelle Enquête sur la Corruption des Pays Exportateurs et un nouvel Indice de Corruption des Pays Exportateurs en 2008.

L'Enquête 2008 sur la Corruption des Pays Exportateurs et l'Indice 2008 de Corruption des Pays Exportateurs ont vu le jour grâce au soutien d'Ernst & Young, du Ministère fédéral allemand pour la coopération économique et le développement (BMZ) et de l'Agence norvégienne pour le développement et la coopération (NORAD). Nous sommes également reconnaissants aux nombreuses organisations qui financent le Secrétariat de Transparency International subventionnant ainsi nos outils de mesure internationaux et nationaux.

TI n'endosse pas les stratégies d'une société ou d'une organisation en acceptant son soutien financier et n'implique aucun de ses collaborateurs dans la gestion de ses projets. Pour de plus amples informations concernant l'origine du financement de Transparency International, consultez le site http://www.transparency.org/support_us.

Transparency International
Secrétariat international
Alt Moabit 96
10559 Berlin, Allemagne
Tél. : + 49-30-343 8200
Fax : +49-30-347 03912
www.transparency.org

© 2008 Transparency International. Tous droits réservés.

Nous avons pris toutes les mesures nécessaires pour vérifier l'exactitude des informations contenues dans ce rapport. Toutes lesdites informations sont jugées exactes en date de décembre 2008. Néanmoins, Transparency International ne peut pas être tenu responsable des conséquences de leur exploitation à d'autres fins ou dans d'autres contenus.

Rapport récapitulatif de Transparency International Indice de Corruption des Pays Exportateurs 2008

Sommaire

Remerciements

Introduction : Enquête sur la Corruption des Pays Exportateurs,
Indice 2008 de Corruption des Pays Exportateurs et classements
sectoriels

Aperçu de la méthodologie de l'enquête

Indice de Corruption des Pays Exportateurs 2008

Corruption initiée par des entreprises étrangères et perçue au niveau régional

Types de corruption initiée par des entreprises étrangères

Connaissances juridiques: sensibilisation à la convention anti-corruption de
l'OCDE

Corruption sectorielle : corruption sectorielle des représentants
publics et capture de l'État par secteur

Analyse par région, revenu national et propriété d'entreprises

Secteur privé et secteur public

Les initiatives gouvernementales sont-elles suffisantes pour enrayer la
corruption?

Prévalence de la corruption dans le secteur public et autres institutions

Annexe 1: Méthodologie détaillée et protocole d'enquête

Annexe 2: Listes de pays, régions et secteurs

Annexe 3: Tableaux des pays :

Tableau A1. Type de corruption par pays/territoire classé

Tableau A2. Mesures gouvernementales pour lutter

contre la corruption, par pays/territoire interrogé

Tableau A3. Perceptions de prévalence de la corruption

dans divers secteurs et institutions, par pays/territoire

interrogé

Introduction : Enquête sur la Corruption des Pays Exportateurs menée par Transparency International, Indice 2008 de Corruption des Pays Exportateurs et classements sectoriels

La corruption est une opération complexe engageant deux parties. La première partie offre un avantage, souvent un pot-de-vin, et la seconde partie l'accepte. Outre ces deux entités, on compte d'innombrables experts ou intermédiaires dont le rôle consiste à faciliter ce type de transaction. Transparency International définit la corruption comme l'abus d'une fonction à des fins d'enrichissement personnel, où le *payeur* et le *preneur* occasionnent de nombreux dommages. En définitive, de tels actes de corruption créent des injustices socio-économiques profondes.

Pendant des années, on a vivement critiqué les preneurs de pots-de-vin, c'est-à-dire ceux qui s'enrichissent et profitent de leurs postes d'influence et de responsabilité, auxquels ils accèdent par voie de corruption. Il va sans dire que ces individus doivent être identifiés, poursuivis en justice et punis en conséquence. Les systèmes qui encouragent ce type de comportement nécessitent des réformes profondes pour éradiquer le besoin même de corruption.

Transparency International (TI) pense qu'il est également essentiel de se focaliser sur les *payeurs de pots-de-vin*, c'est-à-dire ceux dont les commissions indues, les paiements frauduleux et tout autre achat d'influence alimentent les rouages de la corruption. Au cours de ces 15 dernières années, l'un des principaux objectifs de TI a été l'endiguement des sources de corruption, que ce soit au niveau national ou international.

Ce rapport décrit les lignes directrices d'une nouvelle enquête mandatée par TI, l'Enquête sur la Corruption des Pays Exportateurs.¹ Il examine soigneusement les origines de la corruption sur les marchés internationaux, qu'il s'agisse de la destination des pots-de-vin ou des initiateurs commerciaux de tels paiements. L'enquête sur la Corruption des Pays Exportateurs examine principalement les sources de corruption, telles qu'elles sont perçues par un échantillon international de cadres dirigeants. Ces derniers ont une excellente connaissance des marchés et des pressions auxquelles sont confrontés leurs propres pays et qui mènent parfois aux actes frauduleux.

Suite à la publication des résultats de l'Enquête sur la Corruption des Pays Exportateurs, TI a élaboré un indice et deux classements sectoriels :

- Indice de Corruption des Pays Exportateurs 2008 (ICPE) : classement des 22 pays les plus influents sur la scène économique internationale, basé sur la probabilité de leurs entreprises d'offrir des pots-de-vin à l'étranger.
- Deux nouveaux classements de secteurs industriels : un premier classement sectoriel basé sur la probabilité de corruption des représentants de la fonction publique. Un second classement sectoriel basé sur le degré de soutien aux dignitaires et partis politiques visant à influencer leurs politiques gouvernementales, la législation ou les réglementations. Ce phénomène est souvent appelé « capture de l'État ».

¹ Outre ce rapport, Transparency International compte publier d'autres études basées sur les résultats de l'Enquête 2008 sur la Corruption des Pays Exportateurs d'ici 2009.

Les résultats de l'ICPE 2008 et des classements sectoriels montrent que de nombreuses puissances économiques mondiales et plusieurs secteurs industriels fondamentaux voient leur image ternie par la corruption internationale. Dans ce contexte, TI invite les gouvernements et le secteur privé à renouveler leurs efforts pour lutter contre les sources de corruption. Seuls des efforts concertés et continus nous permettront d'éradiquer l'abus de pouvoir à des fins d'enrichissement personnel et de réduire son impact désastreux sur les individus et les ressources dans le monde entier.

Aperçu de la méthodologie de l'enquête²

L'Enquête sur la Corruption des Pays Exportateurs a été menée du 5 août au 29 octobre 2008 auprès de 2 742 cadres dirigeants basés dans 26 pays et territoires. Elle a été menée pour le compte de Transparency International par Gallup International, qui était chargé de sa mise en œuvre globale et du contrôle de la qualité des données.³ Gallup International a organisé cette enquête au niveau local grâce au soutien d'un réseau de partenaires.

Vous trouverez ci-dessous les 26 pays où résident les dirigeants interrogés :

Afrique et Moyen-Orient

- Afrique du Sud
- Égypte
- Ghana
- Maroc
- Nigéria
- Sénégal

Asie Pacifique

- Corée du Sud
- Inde
- Indonésie
- Japon
- Malaisie
- Pakistan
- Philippines
- Singapour

Europe de l'Est et Centrale

- Hongrie
- Pologne
- République tchèque
- Russie

Amérique latine

- Argentine
- Brésil
- Chili
- Mexique

Europe de l'Ouest et États-Unis

- Allemagne
- États-Unis
- France
- Royaume-Uni

Les pays étudiés ont été sélectionnés en fonction des afflux d'investissements directs étrangers (IDE) et des importations, ainsi que de leur poids dans le commerce régional. Le total des afflux d'IDE et des importations de marchandises en

² Voir l'annexe 1 pour obtenir de plus amples informations sur la description méthodologique de l'enquête.

³ L'Association Gallup International a été sélectionnée par TI lors d'un appel d'offres publiques à la concurrence.

provenance de ces 26 pays s'élevait à 54 % des flux d'échanges internationaux en 2006.⁴

Dans chaque pays, au moins 100 cadres dirigeants ont été interrogés et des échantillons nationaux ont été choisis en tenant compte des variables suivantes : taille des entreprises, secteur et zone géographique. En outre, compte tenu du phénomène étudié, l'enquête a sur-échantillonné les grandes entreprises et les sociétés sous contrôle étranger.

Indice de Corruption des Pays Exportateurs 2008

Pour évaluer les sources internationales de corruption, comme l'illustre l'ICPE 2008, nous avons demandé aux cadres dirigeants de donner leur avis sur la question. Nous souhaitons connaître la probabilité de leurs partenaires étrangers à offrir des pots-de-vin dans le cadre d'échanges commerciaux avec leur pays hôte. En bref, les dirigeants nous ont communiqué leurs perceptions éclairées sur les origines de la corruption étrangère. Sur la base de ces opinions, TI a élaboré l'ICPE 2008.

L'ICPE porte sur 22 pays. Les pays classés figurent parmi les plus grandes puissances économiques mondiales, avec des exportations internationales de biens et de services et des sorties d'IDE représentant 75 % des échanges mondiaux en 2006.⁵ L'Afrique du Sud, l'Australie, le Brésil et l'Inde faisaient partie des élus en raison de leur puissance commerciale au niveau régional.

L'ICPE 2008 est calculé sur la base de deux questions posées dans le cadre de l'enquête sur la Corruption des Pays Exportateurs.⁶ Nous avons d'abord demandé aux cadres dirigeants de préciser les pays avec lesquels ils entretenaient des rapports commerciaux. Parmi les pays sélectionnés,⁷ nous leur avons demandé d'évaluer la fréquence à laquelle les entreprises de ces pays s'adonnaient à la corruption lors d'échanges commerciaux dans le pays hôte (de chaque personne interrogée).

L'indice est calculé en inversant le système de notation à 5 points utilisé dans l'enquête, et en le convertissant en système de notation à 10 points. C'est ainsi qu'une simple moyenne est calculée pour chaque pays. Il est à noter que la personne interrogée ne porte pas de jugement sur son propre pays (12 pays au total)⁸. Les pays sont finalement classés selon leurs notations moyennes.

⁴ Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement (CNUCED) « Guide de statistiques 2008 ». (<http://www.unctad.org/Templates/Page.asp?intItemID=1890&lang=1>, 2008).

⁵ Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement (CNUCED) « Guide de statistiques 2008 ». (<http://www.unctad.org/Templates/Page.asp?intItemID=1890&lang=1>, 2008).

⁶ Les deux questions sur lesquelles repose l'ICPE 2008 sont les suivantes :

« Dans le cadre de vos activités fondamentales développées dans ce pays, entretenez-vous des relations commerciales (par exemple, en tant que fournisseur, client, partenaire ou concurrent) avec les entreprises dont le siège se trouve dans les pays répertoriés ci-dessus » ? Les personnes interrogées reçoivent une liste de 22 pays.

Pour chaque pays sélectionné, les personnes interrogées doivent l'évaluer selon un système de notation sur 5 points (1=jamais et 5=presque toujours) en répondant à la question suivante :

« Est-ce que les sociétés siégeant en (nom du pays) s'adonnent à la corruption dans ce pays et si oui, quelle en est la fréquence » ?

⁷ En moyenne, chaque personne interrogée choisit quatre pays.

⁸ Afrique du Sud, Allemagne, Brésil, Corée du Sud, États-Unis, France, Inde, Japon, Mexique, Russie, Singapour et Royaume-Uni.

Tableau 1. Indice de Corruption des Pays Exportateurs 2008

Rang	Pays/Territoire	Score ICPE 2008	Écart type	Intervalle de confiance 95 %	
				Limite inférieure	Limite supérieure
1	Belgique	8,8	2,00	8,5	9,0
1	Canada	8,8	1,80	8,5	9,0
3	Pays-Bas	8,7	1,98	8,4	8,9
3	Suisse	8,7	1,98	8,4	8,9
5	Allemagne	8,6	2,14	8,4	8,8
5	Japon	8,6	2,10	8,4	8,7
5	Royaume-Uni	8,6	2,11	8,3	8,8
8	Australie	8,5	2,23	8,2	8,7
9	États-Unis	8,1	2,43	7,9	8,3
9	France	8,1	2,48	7,9	8,3
9	Singapour	8,1	2,60	7,8	8,4
12	Espagne	7,9	2,49	7,6	8,1
13	Hong Kong	7,6	2,67	7,3	7,9
14	Afrique du Sud	7,5	2,78	7,1	8,0
14	Corée du Sud	7,5	2,79	7,1	7,8
14	Taiwan	7,5	2,76	7,1	7,8
17	Brésil	7,4	2,89	7,1	7,7
17	Italie	7,4	2,78	7,0	7,7
19	Inde	6,8	3,31	6,4	7,3
20	Mexique	6,6	2,97	6,1	7,2
21	Chine	6,5	3,35	6,2	6,8
22	Russie	5,9	3,66	5,2	6,6

Le tableau 1 illustre les résultats de l'ICPE 2008 et les statistiques supplémentaires indiquant le degré de consensus, parmi les personnes interrogées, concernant la performance du pays et la précision des résultats.⁹ Les scores s'échelonnent de 0 à 10 et illustrent la probabilité de corruption des entreprises siégeant dans ces pays

⁹ L'écart type est fourni pour indiquer le degré de consensus parmi les personnes interrogées concernant chaque pays concerné. Plus l'écart type est limité, plus les personnes interrogées partagent la même opinion. Les intervalles de confiance illustrent la plage de valeurs minimum et maximum, avec la valeur réelle figurant à 95 %. Pour obtenir d'autres remarques, voir l'annexe 3.

lors de leurs transactions commerciales à l'étranger. Plus le score d'un pays est élevé et plus la probabilité de corruption est faible dans ce pays lors de transactions commerciales à l'étranger.

D'après les cadres interrogés dans les divers pays, les entreprises belges et canadiennes sont les mieux à même de résister à la corruption lors de leurs transactions commerciales à l'étranger. Les Pays-Bas et la Suisse les suivent de près.

À l'autre extrémité du spectre se trouvent les entreprises russes.

Aucun pays n'a reçu un 9 ou un 10 dans l'ICPE 2008. En d'autres termes, toutes les grandes puissances économiques mondiales sont perçues comme s'adonnant dans une certaine mesure à la corruption à l'étranger.

Analyse en grappes

Comme lors des versions précédentes de l'ICPE, nous avons procédé à une analyse en grappes afin de mieux interpréter les résultats de l'ICPE 2008.

L'analyse en grappes de l'ICPE 2008 regroupe les pays dont les entreprises suivent des tendances comparables en termes de corruption lors de leurs transactions commerciales à l'étranger. Cette analyse a généré quatre catégories de pays. Le groupe 1 est constitué des pays dont les entreprises résistent le mieux à la corruption lors de leurs transactions commerciales à l'étranger. En revanche, le groupe 4 est constitué des pays dont les entreprises s'adonnent le plus à la corruption, d'après les cadres dirigeants interrogés.

Groupe 1: Allemagne, Australie, Belgique, Canada, Japon, Pays-Bas, Royaume-Uni et Suisse.

Groupe 2: Espagne, États-Unis, France et Singapour.

Groupe 3: Afrique du Sud, Brésil, Corée du Sud, Hong Kong, Italie et Taiwan.

Groupe 4: Chine, Inde, Mexique et Russie.

Il est important de remarquer que, si le groupe 1 compte les entreprises les plus incorruptibles parmi les 22 pays, l'ICPE indique néanmoins qu'aucun pays n'est épargné dans cette enquête et que toutes les entreprises s'adonnent dans une certaine mesure au versement de pots-de-vin. C'est pourquoi tous les pays doivent renforcer la mise en œuvre de leur législation anti-corruption dans le secteur privé. Aucune entreprise ne peut se permettre d'être complaisante à l'égard des systèmes anti-corruption mis en place sur l'ensemble de sa chaîne logistique.

Corruption initiée par des entreprises étrangères et perçue au niveau régional

Lorsque les questions ont porté sur le plan régional et non plus mondial, quatre catégories régionales de cadres dirigeants ont fait part de leurs opinions, parfois

divergentes, concernant la probabilité des sociétés étrangères à s'adonner à verser des pots-de-vins.¹⁰

- **Afrique et Moyen-Orient** : les personnes interrogées dans ces pays (Afrique du Sud, Égypte, Ghana, Maroc, Nigéria et Sénégal) ont laissé entendre que les entreprises néerlandaises et japonaises opérant sur le continent africain étaient les mieux à même de résister à la corruption. À l'autre extrémité du spectre se trouvent les entreprises indiennes. Le milieu des affaires dans cette région concorde à dire que les entreprises sud-africaines s'adonnent le plus vraisemblablement à la corruption lors de leurs transactions commerciales à l'étranger.
- **Asie et Pacifique** : d'après la perception éclairée des cadres dirigeants interrogés dans ces pays (Corée du Sud, Inde, Indonésie, Japon, Malaisie, Pakistan, Philippines et Singapour), les entreprises allemandes et canadiennes sont le moins susceptibles de verser des pots-de-vin. En revanche, les entreprises chinoises sont considérées comme les champions du versement de pots-de-vin lors de leurs transactions commerciales dans cette région.
- **Europe et États-Unis** : d'après les personnes interrogées dans ces pays (Allemagne, États-Unis, France, Hongrie, Pologne, République tchèque, Royaume-Uni et Russie), les entreprises suisses et belges s'adonnent le moins au versement de pots-de-vin. En revanche, les entreprises chinoises s'y prêtent le plus. Les entreprises italiennes ont également la réputation de s'adonner davantage à la corruption dans cette région, comparées à leurs voisins européens.
- **Amérique latine** : d'après les dirigeants d'Amérique latine (Argentine, Brésil, Chili et Mexique), les entreprises chinoises s'adonnent le plus à la corruption lors de leurs transactions commerciales dans cette région, alors que les entreprises allemandes s'y prêtent le moins.

¹⁰ Pour chaque regroupement régional, seuls les scores de pays suscitant plus de 70 remarques ont été retenus et évalués.

Tableau 2. Indice de Corruption des Pays Exportateurs 2008, telle qu'elle est perçue sur le plan régional*

Afrique et Moyen-Orient		Asie et Pacifique	
Pays/Territoire	Score	Pays/Territoire	Score
Pays-Bas	9.1	Allemagne	8.7
Japon	9.0	Canada	8.6
Belgique	8.9	France	8.4
Allemagne	8.8	Australie	8.4
Royaume-Uni	8.8	Royaume-Uni	8.3
États-Unis	8.6	Singapour	8.3
Espagne	8.4	Hong Kong	8.1
France	8.3	Italie	7.6
Italie	8.1	Taiwan	7.5
Chine	7.8	Corée du Sud	7.4
Afrique du Sud	7.7	Inde	6.5
Inde	7.5	Chine	6.0

Europe et États-Unis		Amérique latine	
Pays/Territoire	Score	Pays/Territoire	Score
Belgique	8.5	Allemagne	8.4
Suisse	8.5	États-Unis	7.9
Allemagne	8.4	France	7.8
Pays-Bas	8.4	Brésil	7.5
Royaume-Uni	8.3	Italie	7.5
France	7.8	Espagne	7.4
États-Unis	7.8	Chine	7.3
Espagne	7.5		
Italie	6.5		
Chine	5.6		

Source: Enquête 2008 sur la Corruption des Pays Exportateurs par Transparency International.

*Résultats uniquement pour les pays avec plus de 70 remarques.

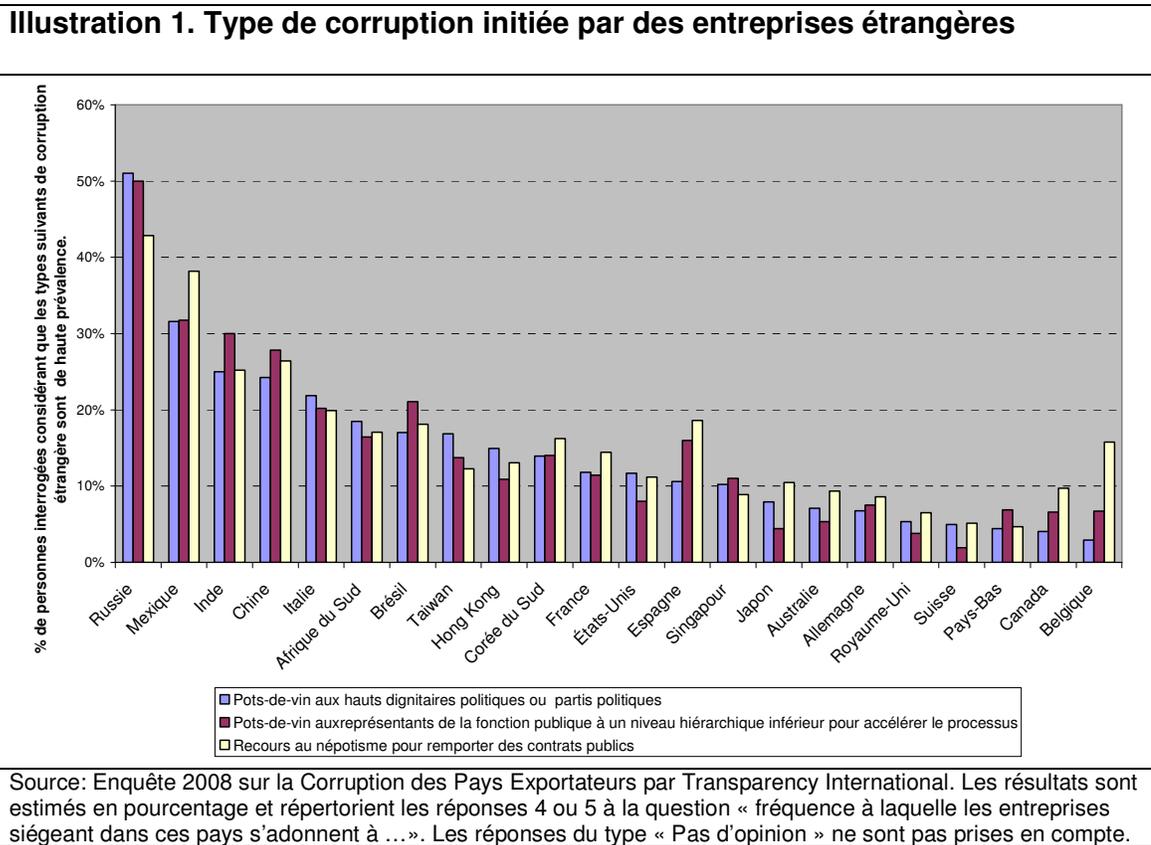
Types de corruption

L'enquête 2008 sur la Corruption des Pays Exportateurs permet de consolider l'évaluation des opinions éclairées concernant la corruption initiée par les entreprises étrangères dans 22 pays, en examinant la fréquence des divers types de corruption employés lors de transactions commerciales à l'étranger.

L'évaluation porte sur les trois types de corruption suivants :

- corruption de hauts dignitaires ou de partis politiques ;
- corruption de représentants de la fonction publique à un niveau hiérarchique inférieur pour « accélérer le processus » et ;
- recours au népotisme pour remporter des contrats publics.

Pour évaluer ces types de corruption, nous avons demandé aux cadres dirigeants de donner leur avis. Nous souhaitons connaître la fréquence à laquelle les entreprises siégeant dans ces pays s'adonnent à chaque type de corruption cité ci-dessus.¹¹ L'illustration 1 décrit les résultats (voir tous les résultats du tableau A1 dans l'annexe 3).¹²



Globalement, les résultats de cette étude corroborent les résultats de l'ICPE 2008. D'après les personnes interrogées, les entreprises chinoises, indiennes, mexicaines et russes pratiquent le plus souvent ces trois types de corruption. De la même façon, les champions de l'ICPE 2008 sont perçus comme s'y prêtant moins souvent.

D'après les cadres dirigeants affichant une connaissance approfondie des pratiques commerciales dans les pays répertoriés en bas du classement, les entreprises y siégeant s'adonnent à diverses formes de corruption lors de leurs transactions commerciales à l'étranger. Par exemple :

- Près de 50 % des personnes interrogées ont déclaré que les entreprises russes tentaient souvent de corrompre les hauts dignitaires et partis politiques, ainsi que les représentants de la fonction publique à un niveau hiérarchique inférieur. Elles

¹¹ Sur la base des 22 pays de l'ICPE 2008, nous avons demandé aux cadres dirigeants des 26 pays étudiés de sélectionner les cinq pays représentant leurs principaux partenaires commerciaux au cours des cinq dernières années. Seuls les pays ainsi sélectionnés ont été évalués. 0,6 % des personnes interrogées ont répondu à la question pour plus de cinq pays ; leurs réponses ont également été utilisées à des fins d'analyse dans la mesure où elles n'altéraient en rien les résultats.

¹² Tous les pourcentages mentionnés dans cette section correspondent aux réponses de type « Souvent » ou « Presque toujours ». Ainsi, les réponses du type « Pas d'opinion » ne sont pas prises en compte.

étaient moins nombreuses à penser que les entreprises russes avaient recours au népotisme pour remporter des contrats publics.

- Près de 38 % des personnes interrogées pensent que les entreprises mexicaines sont susceptibles de recourir au népotisme pour remporter des contrats publics. En revanche, seules 32 % d'entre elles pensent qu'elles tentent de corrompre des hauts dignitaires politiques, des partis politiques ou des représentants de la fonction publique à un niveau hiérarchique inférieur.
- 30 % des personnes interrogées pensent que les entreprises indiennes sont susceptibles de corrompre les représentants de la fonction publique à un niveau hiérarchique inférieur pour accélérer le processus, ce qui représente un résultat plus élevé que les deux autres types de corruption étrangère évalués.

Même les champions de l'ICPE 2008 sont plus faibles dans certains domaines que d'autres :

- 16 % des personnes interrogées pensent que les sociétés belges ont « souvent » ou « presque toujours » recours au népotisme pour remporter des contrats publics.
- 7 % pensent que le népotisme est pratiqué couramment par les entreprises canadiennes lors de leurs transactions commerciales à l'étranger.
- 7 % des personnes interrogées ont déclaré que les entreprises siégeant aux Pays-Bas tentaient souvent de corrompre les représentants de la fonction publique à un niveau hiérarchique inférieur pour accélérer le processus lors de leurs transactions commerciales à l'étranger.
- 5 % des personnes interrogées ont déclaré que les entreprises suisses tentaient souvent de corrompre les hauts dignitaires ou partis politiques, ou de recourir au népotisme pour remporter des contrats publics.

Connaissances juridiques : sensibilisation à la convention anti-corruption de l'OCDE

La convention de l'OCDE pour lutter contre la corruption des représentants publics étrangers lors des transactions commerciales internationales, couramment appelée la convention anti-corruption de l'OCDE, est un instrument juridique international essentiel qui met l'accent sur les sources de corruption internationales. La convention est entrée en vigueur il y a plus de dix ans, en 1997. Elle compte actuellement 37 pays membres, dont tous les pays du G7.

Bien que la convention n'ait pas été mise en œuvre uniformément dans les pays de l'OCDE, elle reste le point d'ancrage principal dans la lutte contre la corruption internationale.¹³ C'est pourquoi il est surprenant et inquiétant de noter que 75 % des cadres dirigeants interrogés au cours de l'Enquête sur la Corruption des Pays Exportateurs ne connaissent pas du tout la convention anti-corruption de l'OCDE, les plus ignorants à ce sujet résidant en Europe occidentale et aux États-Unis.

¹³ Pour obtenir de plus amples informations sur la convention anti-corruption de l'OCDE, notamment le dernier rapport de TI concernant les progrès réalisés, consultez le site:
http://www.transparency.org/global_priorities/international_conventions.

Tableau 3: degré de familiarité avec la convention anti-corruption de l'OCDE par région

	Aucun	Léger	Modéré	Très bon	Excellent
Afrique et Moyen-Orient	68 %	15 %	7 %	6 %	3 %
Asie Pacifique	74 %	16 %	8 %	2 %	0 %
Europe de l'Est et Centrale	79 %	16 %	5 %	0 %	0 %
Amérique latine	73 %	12 %	8 %	5 %	1 %
Europe de l'Ouest et États-Unis	85 %	10 %	3 %	1 %	1 %

Source : Enquête 2008 sur la Corruption des Pays Exportateurs par Transparency International

Il est également surprenant de constater que les cadres dirigeants sont moins familiarisés avec la convention dans les pays à revenu élevé que dans les pays à faible revenu. 79 % des cadres dirigeants dans les pays plus riches « n'étaient pas du tout familiarisés » avec la Convention, contre 68 % dans les pays plus pauvres. En outre, les cadres dirigeants des entreprises sous contrôle étranger ont des lacunes plus marquées que les cadres d'entreprises nationales : 67 % d'entre eux « n'étaient pas du tout familiarisés » avec la Convention dans les pays plus riches contre 77 % dans les pays plus pauvres.

Corruption sectorielle :

Dans un souci d'information visant à montrer l'impact de la corruption sur le secteur privé, TI a repris des données collectées durant l'Enquête sur la Corruption des Pays Exportateurs afin de créer deux classements supplémentaires de secteurs industriels. Le premier groupe répertorie les secteurs selon le degré de corruption auprès des représentants de la fonction publique. Le second groupe répertorie les secteurs selon le degré de soutien apporté aux hommes et partis politiques en vue d'influencer leurs politiques gouvernementales, la législation ou les réglementations. Ce phénomène est souvent appelé « capture de l'État ». Contrairement à l'ICPE, ces classements ne mettent pas l'accent sur la corruption étrangère, mais évaluent les opinions relatives à la corruption globale par secteur.

Pour mettre un terme à l'offre de corruption, il est primordial de comprendre les vulnérabilités des divers secteurs face aux risques de corruption. Les indices sectoriels illustrent les deux principaux moyens utilisés par les groupes industriels pour s'adonner aux pratiques de corruption. En premier lieu, il s'agit de la corruption visant les représentants de la fonction publique. Dans cet exemple, certains secteurs, notamment le bâtiment et les travaux publics, l'immobilier et la promotion immobilière, l'industrie pétrolière et gazière, l'industrie lourde et l'industrie minière sont connus pour leur tentative de corruption plus que d'autres. Les secteurs qui tentent le moins de corrompre les représentants publics sont les technologies de l'information, la pêche, le secteur bancaire et financier.

Dans le cadre du second classement sectoriel, TI a cherché à évaluer comment certains secteurs étaient susceptibles d'influencer les politiques à l'aide de moyens financiers ou d'autres ressources à leur disposition. Cette pratique est couramment appelée « capture de l'État », terme forgé par la Banque mondiale et la Banque européenne de reconstruction et de développement dans leur rapport 2000 sur l'enquête des performances d'entreprises et de l'environnement commercial (BEEPS). Dans ce rapport, la capture de l'État est définie comme représentant les « efforts entrepris par les sociétés

pour modeler et influencer les règles du jeu sous-jacentes (c'est-à-dire la législation, les lois, les règlements et les décrets) par le biais de paiements privés versés aux représentants publics ». ¹⁴ Ces versements peuvent être légaux ou illégaux. Quoi qu'il en soit, il convient de s'en préoccuper car ils sont à l'origine d'un écart entre l'environnement légal et le processus politique, et ont un effet néfaste sur l'économie et la société dans leur ensemble.

La capture de l'État suscite de vives inquiétudes car elle va au-delà des efforts entrepris pour sécuriser un contrat ou une opportunité commerciale spécifique. Elle suppose que la gouvernance d'un secteur ou même d'une économie se déroule pour satisfaire un intérêt personnel plutôt que l'intérêt général. Cette pratique ternit les décisions stratégiques, il n'y a plus de responsabilisation vis-à-vis du public.

Dans l'Enquête 2008 sur la Corruption des Pays Exportateurs, les cadres dirigeants ont fait savoir que le bâtiment et les travaux publics, l'industrie pétrolière et gazière, l'industrie minière, l'immobilier et la promotion immobilière représentaient les secteurs les plus susceptibles de procéder à une « capture de l'État ». Les performances du secteur bancaire et financier semblent nettement inférieures en termes de capture de l'État que dans le domaine de la corruption du secteur public, ce qui signifie qu'il exerce une influence considérable sur les règles du jeu. Les autres secteurs, comme l'agriculture, la pêche et la fabrication légère, sont les moins susceptibles de pratiquer la capture de l'État.

L'Enquête sur la Corruption des Pays Exportateurs a porté sur 19 secteurs. ¹⁵ Pour le classement concernant la corruption administrative et la capture de l'État, nous avons demandé aux personnes interrogées d'exprimer leurs opinions sur un maximum de cinq secteurs avec lesquels elles entretenaient des relations commerciales. Comme pour l'ICPE, ces classements sectoriels dépendent des perceptions éclairées des cadres dirigeants, sachant que chacun d'entre eux a évalué trois secteurs en moyenne.

Tableau 4: corruption des représentants publics par secteur

Secteur industriel	Score 2008	Écart type	Intervalle de confiance 95 %	
			Limite inférieure	Limite supérieure
Bâtiment et travaux publics	5.2	3.29	4.9	5.5
Immobilier et promotion immobilière	5.7	3.08	5.4	6.0
Industrie pétrolière et gazière	5.9	3.18	5.5	6.2
Industrie lourde	6.0	2.93	5.7	6.3
Industrie minière	6.0	3.13	5.4	6.5
Industrie pharmaceutique et services médicaux	6.2	3.16	5.9	6.5
Services d'utilité publique	6.3	3.06	6.1	6.6
Aéronautique civile	6.4	3.13	5.8	7.0
Production et distribution d'électricité	6.4	3.03	6.0	6.7
Industrie forestière	6.5	3.19	5.8	7.1
Télécommunications et	6.6	2.74	6.4	6.8

¹⁴ Banque mondiale et Banque européenne pour la reconstruction et le développement, « Mesure de la gouvernance et capture de l'État : Rôle des bureaucrates et des entreprises dans la création de l'environnement commercial », (<http://www.ebrd.com/pubs/econo/wp0051.pdf>, 2000) page 1.

¹⁵ Pour obtenir d'autres remarques par secteur, voir l'annexe 3.

équipement				
Transport et stockage	6.6	2.91	6.4	6.7
Armement et défense	6.7	3.31	6.0	7.3
Hôtels, restaurants et loisirs	6.7	2.85	6.4	7.0
Agriculture	6.9	2.91	6.6	7.2
Fabrication légère	6.9	2.69	6.7	7.1
Technologies de l'information (ordinateurs et logiciels)	7.0	2.75	6.8	7.2
Secteur bancaire et financier	7.1	2.77	7.0	7.3
Pêches	7.1	3.07	6.4	7.7

*Les scores éventuels s'échelonnent de 0 à 10, sachant que 0 correspond à l'opinion que des « commissions indues sont presque toujours versées » et que 10 correspond à l'opinion que des « commissions indues ne sont jamais versées » par un secteur.
 *Pour connaître le nombre de personnes interrogées, voir l'annexe 1
 Source : Enquête 2008 sur la Corruption des Pays Exportateurs par Transparency International.

Tableau 5: capture de l'État par secteur

Secteur industriel	Score 2008	Écart type	Intervalle de confiance 95 %	
			Limite inférieure	Limite supérieure
Bâtiment et travaux publics	5.6	3.23	5.3	5.9
Industrie pétrolière et gazière	5.7	3.15	5.3	6.0
Industrie minière	5.8	3.35	5.2	6.5
Immobilier et promotion immobilière	5.9	3.10	5.6	6.2
Industrie lourde	6.1	3.01	5.8	6.5
Industrie pharmaceutique et services médicaux	6.2	3.15	5.9	6.5
Aéronautique civile	6.3	2.92	5.7	6.9
Armement et défense	6.4	3.21	5.8	7.1
Production et distribution d'électricité	6.5	3.01	6.1	6.8
Télécommunications et équipement	6.5	2.87	6.3	6.7
Services d'utilité publique	6.5	3.07	6.3	6.8
Secteur bancaire et financier	6.6	2.95	6.5	6.8
Industrie forestière	6.7	3.17	6.1	7.4
Transport et stockage	6.7	2.83	6.5	6.9
Hôtels, restaurants et loisirs	7.0	2.75	6.7	7.3
Technologies de l'information (ordinateurs et logiciels)	7.0	2.78	6.8	7.2
Agriculture	7.1	2.81	6.8	7.4
Pêches	7.1	2.87	6.5	7.7
Fabrication légère	7.2	2.75	7.0	7.4

*Les scores éventuels s'échelonnent de 0 à 10, sachant que 0 correspond à l'opinion que des « commissions indues sont presque toujours versées » et que 10 correspond à l'opinion que des « commissions indues ne sont jamais versées » par un secteur.
 *Pour connaître le nombre de personnes interrogées, voir l'annexe 1
 Source : Enquête 2008 sur la Corruption des Pays Exportateurs par Transparency International.

Secteur privé et secteur public

Les initiatives gouvernementales sont-elles suffisantes pour enrayer la corruption ?

Dans les 26 pays où l'Enquête sur la Corruption des Pays Exportateurs a été menée, les 2/3 des cadres dirigeants interrogés pensent que les gouvernements sont inefficaces face à la corruption. Ce résultat dévoile que le milieu des affaires dans de nombreux pays n'a guère confiance dans les initiatives gouvernementales destinées à endiguer la corruption.

Les opinions varient selon les régions. Ceci dit, près de 50 % des cadres dirigeants interrogés en Amérique latine estiment que les efforts gouvernementaux sont « très insuffisants » pour éradiquer la corruption. Les cadres dirigeants en Europe de l'Ouest et aux États-Unis ont été plus optimistes, 3 personnes sur 10 estimant que les efforts gouvernementaux portent leurs fruits.

Tableau 6: Comment qualifieriez-vous les mesures gouvernementales dans [votre] pays pour lutter contre la corruption ?

	Très inefficaces	Inefficaces	Ni l'un ni l'autre	Efficaces	Très efficaces	NSP/SO
Afrique et Moyen-Orient	39 %	28 %	8 %	19 %	4 %	1 %
Asie Pacifique	31 %	31 %	12 %	16 %	10 %	0 %
Europe de l'Est et Centrale	34 %	33 %	21 %	7 %	2 %	2 %
Amérique latine	49 %	32 %	6 %	11 %	2 %	0 %
Europe de l'Ouest et États-Unis	18 %	40 %	7 %	28 %	4 %	3 %

Source : Enquête 2008 sur la Corruption des Pays Exportateurs par Transparency International.

Parmi les 26 pays sondés, le milieu des affaires en Afrique du Sud, au Pakistan et au Sénégal est des plus virulents envers les initiatives gouvernementales.

Singapour est tout le contraire. En effet, près de 75 % des personnes interrogées pensent que ce gouvernement est très efficace dans sa lutte contre la corruption. Les cadres dirigeants français et indonésiens sont également très élogieux et satisfaits, bien plus que dans les autres pays sondés.

Prévalence de la corruption dans le secteur public et dans d'autres institutions

Pour les cadres dirigeants, les partis politiques, le Parlement et le corps législatif, les services de police, de registre et de permis sont les institutions publiques les plus touchées par la corruption dans leurs pays. L'armée et le corps religieux sont les moins corrompus.

Tableau 7: Dans quelle mesure pensez-vous que les institutions ou organismes suivants de ce pays sont touchés par la corruption ? (1=pas du tout corrompues, 5=extrêmement corrompues)*

	Échantillon global	Asie Pacifique	Afrique et Moyen-Orient	Amérique latine	Europe de l'Ouest et États-Unis	Europe de l'Est et Centrale
Partis politiques	3,8	3,6	3,7	4,2	3,5	4,0
Parlement / corps législatif	3,4	3,4	3,5	3,8	3,0	3,5
Entreprises / secteur public	2,9	2,8	3,0	2,8	2,9	3,3
Médias	3,0	2,7	3,1	3,0	3,1	3,3
Armée	2,5	2,6	2,5	2,4	2,1	3,0
ONG (organisations non gouvernementales)	3,0	2,5	2,4	2,5	2,5	2,8
Corps religieux	2,4	2,5	2,1	2,5	2,4	2,4
Enseignement	2,8	2,8	3,1	3,0	2,2	2,8
Judiciaire	3,1	2,9	3,2	3,8	2,5	3,3
Services médicaux	2,9	2,7	3,0	3,0	2,5	3,6
Police	3,5	3,5	4,0	3,9	2,4	3,5
Services de registre et de permis (permis de construire, licences, permis, etc.)	3,4	3,3	3,7	3,5	2,7	3,6
Services d'utilité publique (téléphone, électricité, eau, etc.)	2,6	2,7	2,7	2,8	2,4	2,4
Autorités fiscales	2,8	3,0	3,1	2,9	2,3	2,6
Douanes	3,1	3,2	3,6	3,4	2,2	2,9

*Le résultat illustré est basé sur une moyenne ; les chiffres en surbrillance indiquent que l'institution sondée est la plus corrompue.

Source : Enquête 2008 sur la Corruption des Pays Exportateurs par Transparency International.

Les personnes interrogées résidant dans les pays aux revenus inférieurs pensent que plusieurs institutions et organismes sont davantage touchés par la corruption que leurs homologues résidant dans les pays aux revenus supérieurs. De nombreuses institutions publiques, comme le Parlement et le corps législatif, l'enseignement, la police, les services de registre et de permis, les services d'utilité publique, les autorités fiscales et les douanes sont souvent associées à la petite corruption dans les pays en développement.

Les cadres dirigeants ont des opinions très divergentes quant à la corruption administrative selon les pays concernés. D'après les personnes interrogées, les partis politiques sont les plus corruptibles en Allemagne, Argentine, Brésil, Chili, États-Unis, France, Hongrie, Japon, République tchèque et Royaume-Uni. Cela étant, la corruption frappe le plus la police dans des pays comme l'Afrique du Sud, le Ghana, l'Inde, la Malaisie, le Mexique, le Nigéria et le Pakistan. En Russie, la police et les services de registre et de permis sont les plus corruptibles. En Égypte, les services de registre et de permis sont les plus corruptibles alors qu'aux Philippines, ce sont les douanes. Au Sénégal, les services de registre et de permis et la police sont les plus corruptibles. D'après les personnes interrogées en Indonésie et en Corée du Sud, la corruption est un grand défi auquel sont confrontés le Parlement et le corps législatif. Les dirigeants basés

à Singapour pensent que les corps religieux s'adonnent le plus à la corruption alors qu'au Mexique, c'est le corps législatif. (Voir tableau A3, annexe 3)

Annexe 1: méthodologie détaillée et protocole d'enquête

L'Enquête 2008 sur la Corruption des Pays Exportateurs est menée auprès des cadres dirigeants d'entreprises. Elle comprend un large éventail de questions concernant la nature, la portée et l'impact de la corruption. L'enquête de TI sur la Corruption des Pays Exportateurs a été menée auprès de 2 742 personnes dans 26 pays différents. Elle a été élaborée et mandatée par Transparency International et mise en œuvre par l'Association Gallup International.

Champ d'application

L'enquête sur la Corruption des Pays Exportateurs a été menée dans les 26 pays suivants : Afrique du Sud, Allemagne, Argentine, Brésil, Chili, Corée du Sud, Égypte, États-Unis, France, Ghana, Hongrie, Inde, Indonésie, Japon, Malaisie, Maroc, Mexique, Nigéria, Pakistan, les Philippines, Pologne, République tchèque, Russie, Sénégal, Singapour et Royaume-Uni.

Les pays étudiés ont été sélectionnés en fonction des afflux d'investissements directs étrangers (IDE) et des importations, ainsi que de leur poids dans le commerce régional. Le total des afflux d'IDE et des importations de marchandises en provenance de ces 26 pays s'élevait à 54 % des flux d'échanges internationaux en 2006.¹⁶

Calendrier de l'étude sur le terrain

L'enquête a été menée du 5 août au 29 octobre 2008.

Échantillonnage

L'échantillon a été défini indépendamment selon les pays étudiés. Il était stratifié et probabiliste. La stratification a été effectuée selon la taille des entreprises, le secteur et la zone géographique.

L'enquête a sur-échantillonné les grandes entreprises et les sociétés sous contrôle étranger. Définitions :

- Grandes entreprises : 100 employés ou plus.
- Sous contrôle étranger : capital de la société détenu à 20 % au moins par une entreprise étrangère.

Unités de sondage

L'unité de sondage et d'information est constituée d'entreprises définies comme des établissements ayant un site et une gestion à part entière.

Taille de l'échantillon

L'échantillon portait sur 2 742 personnes au total. Dans chaque pays, au moins 100 entretiens ont été effectués. Tout sondage dont 20 % des questions étaient laissées sans réponse était refusé et remplacé par d'autres sondages.

Répartition de l'échantillon

Les tableaux suivants décrivent la répartition de l'échantillon par fonction de la personne interrogée, type et taille de la société.

¹⁶ Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement (CNUCED) « Guide de statistiques 2008 ». (<http://www.unctad.org/Templates/Page.asp?intItemID=1890&lang=1>, 2008).

Fonction de la personne interrogée	Pourcentage
PDG	14%
Propriétaire	15%
Partenaire	5%
Directeur	16%
Directeur général	9%
Gestionnaire	24%
Directeur financier / Comptable	8%
Avocat-conseil	1%
Responsable de conformité / éthique	1%
Directeur des affaires	1%
Autre	7%
Total de l'échantillon	2,742

Type de société	Pourcentage
Étrangère (plus de 20 % du capital est détenu par une entreprise étrangère)	20%
Nationale	80%
Total de l'échantillon	2,742

Taille de la société	Pourcentage
Petite (5 à 49 employés)	53%
Moyenne (50 à 99 employés)	18%
Grande (100 employés ou plus)	29%
Total de l'échantillon	2,742

Méthodologie du sondage

L'enquête a été menée en choisissant la méthodologie la plus appropriée selon le pays concerné. Ainsi, elle s'est déroulée en tête-à-tête dans 15 pays, par téléphone dans 9 autres pays, en ligne dans 1 pays et en mode mixte dans un autre (téléphone ou tête-à-tête selon la préférence spécifiée).¹⁷

Codification des données, contrôle qualité et analyse

Gallup International s'est chargé de codifier les données et de contrôler la qualité des sondages. Juanita Riaño a analysé les données. Elle travaille pour le service de recherche et de stratégies au Secrétariat international de Transparency International.

¹⁷ Voir le tableau ci-dessous pour plus de détails.

Pays	Méthodologie	Date des études sur le terrain
-------------	---------------------	---------------------------------------

Argentine	Tête-à-tête	Du 06/08 au 01/10
Brésil	Téléphone	Du 10/09 au 29/09
Chili	Tête-à-tête	Du 13/08 au 26/09
République tchèque	Tête-à-tête / téléphone	Du 14/08 au 30/09
Égypte	Tête-à-tête	Du 14/08 au 29/10 ¹⁸
France	Téléphone	Du 02/09 au 23/09
Allemagne	Téléphone	Du 22/08 au 23/09
Ghana	Tête-à-tête	Du 29/08 au 02/10
Hongrie	Tête-à-tête	Du 24/08 au 22/09
Inde	Tête-à-tête	Du 06/08 au 30/08
Indonésie	Tête-à-tête	Du 18/08 au 17/09
Japon	Téléphone	Du 17/08 au 09/09
Malaisie	Tête-à-tête	Du 05/08 au 16/09
Mexique	Tête-à-tête	Du 15/08 au 22/09
Maroc	Téléphone	Du 27/08 au 22/09
Nigéria	Tête-à-tête	Du 27/08 au 29/09
Pakistan	Tête-à-tête	Du 02/09 au 08/10
Philippines	Tête-à-tête	Du 11/08 au 16/09
Pologne	Tête-à-tête	Du 20/08 au 27/09
Russie	Tête-à-tête	Du 17/08 au 28/09
Sénégal	Tête-à-tête	Du 18/08 au 26/09
Singapour	Téléphone	Du 18/08 au 05/09
Afrique du Sud	Téléphone	Du 01/09 au 19/09
Corée du Sud	Téléphone	Du 25/08 au 29/09
Royaume-Uni	Téléphone	Du 13/08 au 04/09
États-Unis	En ligne	Du 11/09 au 17/09

Personnes interrogées : ICPE 2008

Pays/Territoire	Nombre de personnes interrogées
Allemagne	513
Australie	240
Belgique	252
Brésil	225
Canada	264
Chine	634
Corée du Sud	231
Espagne	355
États-Unis	718
France	462
Hong Kong	288
Inde	257
Italie	421
Japon	316
Mexique	123
Pays-Bas	255
Royaume-Uni	506
Russie	114
Singapour	243
Suisse	256
Taiwan	287

Secteur industriel	Nombre de personnes interrogées
Aéronautique civile	109
Agriculture	348
Armement et défense	99
Bâtiment et travaux publics	477
Fabrication légère	644
Hôtels, restaurants et loisirs	446
Immobilier et promotion immobilière	402
Industrie Forestière	99
Industrie lourde	333
Industrie minière	117
Industrie pétrolière et gazière	305
Industrie pharmaceutique et services médicaux	376
Pêches	92
Production et distribution d'électricité	274
Secteur bancaire et financier	1325
Services d'utilité publique	639
Technologies de l'information (ordinateurs et logiciels)	697
Télécommunications et équipement	836
Transport et stockage	941

Secteur industriel	Nombre de personnes interrogées
Aéronautique civile	105
Agriculture	324
Armement et défense	92
Bâtiment et travaux publics	447
Fabrication légère	598
Hôtels, restaurants et loisirs	425
	393
Immobilier et promotion immobilière	
Industrie lourde	323
Industrie minière	112
Industrie pétrolière et gazière	296
Industrie pharmaceutique et services médicaux	368
Pêches	89
	272
Production et distribution d'électricité	
Secteur bancaire et financier	1298
Services d'utilité publique	599
Industrie Forestière	93
Technologies de l'information (ordinateurs et logiciels)	666
	811
Télécommunications et équipement	
Transport et stockage	889

Annexe 2: listes des pays, régions et secteurs

Liste des pays

Les pays suivants sont classés dans l'ICPE 2008 de TI

Afrique du Sud
Allemagne
Australie
Belgique
Brésil

Canada
Chine

Corée du Sud
Espagne
États-Unis
France

Hong Kong
Inde
Italie
Japon
Mexique
Pays-Bas
Royaume-Uni
Russie
Singapour
Suisse
Taiwan

L'enquête a été menée dans les pays suivants :

Afrique du Sud
Allemagne
Argentine
Brésil
Chili
Corée du Sud

Égypte
États-Unis
France

Ghana
Hongrie
Inde
Indonésie
Japon
Malaisie
Mexique
Maroc

Nigéria

Pakistan
Philippines
Pologne
République tchèque
Royaume-Uni
Russie
Sénégal
Singapour

Liste des régions concernées par l'enquête

Asie et Pacifique : Corée du Sud, Inde, Indonésie, Japon, Malaisie, Pakistan, Philippines et Singapour.

Afrique et Moyen-Orient : Afrique du Sud, Égypte, Ghana, Maroc, Nigéria et Sénégal.

Amérique latine : Argentine, Brésil, Chili, Mexique.

Europe de l'Ouest et États-Unis : Allemagne, États-Unis, France, Royaume-Uni.

Europe de l'Est et Centrale : Hongrie, Pologne, République tchèque, Russie.

* Lorsque les données étaient restreintes, les réponses relatives à cette région étaient regroupées avec celles de l'Europe de l'Ouest et des États-Unis pour en consolider l'analyse.

Liste des secteurs sondés

Agriculture

Armement et défense

Secteur bancaire et financier

Aéronautique civile

Pêches

Sylviculture

Télécommunications et équipement

Transport et stockage

Industrie pharmaceutique et services médicaux

Industrie lourde

Technologies de l'information (ordinateurs et logiciels)

Fabrication légère

Industrie minière

Industrie pétrolière et gazière

Immobilier et promotion immobilière

Production et distribution d'électricité

Bâtiment et travaux publics

Hôtels, restaurants et loisirs

Services d'utilité publique

Annexe 3: tableaux des pays

Tableau A1. Type de corruption par source

Pourcentage de personnes interrogées considérant que les types suivants de corruption étrangère sont de haute prévalence.

Pays/Territoire source	Pots-de-vin aux hauts dignitaires politiques ou partis politiques	Pots-de-vin aux représentants de la fonction publique à un niveau hiérarchique inférieur pour accélérer le processus	Recours au népotisme pour remporter des contrats publics
Total de l'échantillon	13%	13%	15%
Australie	7%	5%	9%
Belgique	3%	7%	16%
Brésil	17%	21%	18%
Canada	4%	7%	10%
Chine	24%	28%	26%
France	12%	11%	14%
Allemagne	7%	8%	9%
Hong Kong	15%	11%	13%
Inde	25%	30%	25%
Italie	22%	20%	20%
Japon	8%	4%	10%
Mexique	32%	32%	38%
Pays-Bas	4%	7%	5%
Russie	51%	50%	43%
Singapour	10%	11%	9%
Afrique du Sud	19%	16%	17%
Corée du Sud	14%	14%	16%
Espagne	11%	16%	19%
Suisse	5%	2%	5%
Taiwan	17%	14%	12%
Royaume-Uni	5%	4%	7%
États-Unis	12%	8%	11%

Source : Enquête 2008 sur la Corruption des Pays Exportateurs par Transparency International. Les résultats sont estimés en pourcentage et répertorient les réponses 4 ou 5 à la question « fréquence à laquelle les entreprises siégeant dans ces pays s'adonnent à ... ». (Les personnes interrogées ont utilisé un système de notation sur 5 points où 1 signifie jamais et 5 presque toujours). Les réponses du type « Pas d'opinion » ne sont pas prises en compte.

Tableau A2. Comment qualifieriez-vous les mesures gouvernementales dans ce pays pour lutter contre la corruption?

Pays/Territoire	Très inefficaces	Inefficaces	Ni l'un ni l'autre	Efficaces	Très efficaces	PO/NA*	Nombre de personnes interrogées
Total de l'échantillon	34%	32%	11%	16%	5%	1%	2742
Argentine	51%	38%	7%	3%	0%	1%	109
Brésil	51%	22%	3%	21%	3%	0%	100
Chili	41%	39%	13%	5%	2%	0%	100
République tchèque	48%	39%	10%	1%	1%	1%	100
Égypte	29%	23%	13%	25%	7%	3%	103
France	11%	43%	0%	41%	4%	1%	100
Allemagne	14%	58%	2%	22%	2%	2%	100
Ghana	27%	31%	9%	27%	4%	3%	104
Hongrie	41%	29%	16%	9%	2%	3%	104
Inde	42%	30%	20%	9%	0%	0%	117
Indonésie	13%	27%	15%	41%	4%	0%	100
Japon	19%	43%	22%	15%	1%	0%	100
Malaisie	27%	46%	9%	12%	6%	0%	100
Maroc	27%	40%	3%	27%	3%	0%	100
Mexique	50%	30%	3%	15%	1%	0%	151
Nigéria	32%	36%	6%	17%	7%	1%	108
Pakistan	72%	18%	4%	6%	0%	0%	100
Philippines	60%	32%	1%	7%	0%	0%	100
Pologne	20%	34%	28%	13%	0%	5%	109
Russie	29%	32%	28%	7%	4%	1%	101
Sénégal	60%	24%	8%	7%	1%	1%	106
Singapour	0%	1%	1%	26%	72%	0%	100
Afrique du Sud	56%	17%	10%	14%	2%	1%	101
Corée du Sud	14%	55%	19%	10%	2%	0%	100
Royaume-Uni	21%	37%	7%	27%	5%	3%	100
États-Unis	25%	26%	16%	22%	6%	6%	129

Source : Enquête 2008 sur la Corruption des Pays Exportateurs par Transparency International.

Tableau A3. Dans quelle mesure pensez-vous que les institutions suivantes de ce pays sont touchées par la corruption ? (Les réponses entre 1 à 5 (où 1 = pas du tout corrompues, 5 = extrêmement corrompues) sont des moyennes par pays dans lesquels des cadres dirigeants ont été interrogés.)

Dans quelle mesure pensez-vous que les secteurs suivants de ce pays/territoire sont touchés par la corruption ? (1= pas du tout corrompus, 5=extrêmement corrompus)	Partis politiques	Parlement / corps législatif	Entreprises / Secteur privé	Médias	Armée	ONG (organisations non gouvernementales)	Corps religieux	Enseignement	Judiciaire	Services médicaux	Police	Services de registre et de permis	Services d'utilité publique	Autorités fiscales	Douanes
Total de l'échantillon	3.8	3.4	2.9	3.0	2.5	2.5	2.4	2.8	3.1	2.9	3.5	3.4	2.6	2.8	3.1
Argentine	4.1	3.9	2.7	3.2	2.5	1.8	1.8	2.3	3.7	2.7	3.9	3.3	2.6	2.6	3.6
Brésil	4.2	3.6	2.9	2.8	2.7	3.1	2.9	2.9	3.3	3.4	3.8	3.4	3.2	3.4	3.2
Chili	4.1	3.7	2.9	2.8	2.2	2.7	2.4	3.3	3.5	2.8	2.7	2.7	2.6	2.4	2.7
République tchèque	4.3	3.9	3.1	3.2	3.6	2.7	2.5	2.7	3.5	3.4	3.9	3.7	2.5	2.6	2.8
Égypte	2.5	3.1	2.9	3.0	1.6	2.3	1.5	3.5	2.0	3.2	3.3	3.6	2.4	2.9	3.1
France	3.4	2.7	2.8	3.0	1.8	2.1	1.9	1.9	2.5	2.3	2.3	2.2	1.8	1.8	1.8
Allemagne	3.4	2.8	3.0	3.0	2.2	2.8	2.5	2.2	2.1	2.8	2.1	2.8	2.6	1.9	2.0
Ghana	4.0	3.4	3.2	3.9	2.2	2.9	2.3	3.5	3.7	3.2	4.6	4.1	3.4	3.7	4.1
Hongrie	4.0	3.5	3.4	3.5	2.4	2.8	2.2	2.4	2.7	3.6	3.2	3.4	2.1	2.4	2.4
Inde	4.1	3.8	2.9	2.8	2.1	2.6	2.9	2.9	2.9	2.9	4.2	3.7	3.0	3.1	3.3
Indonésie	3.9	4.1	2.9	2.4	2.9	2.5	2.1	2.8	3.8	2.6	3.9	3.7	2.9	3.5	3.9
Japon	3.3	2.9	2.9	2.6	2.4	2.2	3.1	2.8	1.7	2.9	2.6	2.4	2.7	2.0	2.0
Malaisie	3.8	3.3	3.0	2.7	2.6	2.0	1.8	2.7	3.2	2.3	4.0	3.6	2.2	2.2	3.3
Maroc	3.1	2.8	2.4	2.5	2.5	1.9	1.8	2.4	3.6	3.0	3.4	3.1	1.8	2.9	3.1
Mexique	4.5	3.9	2.7	3.2	2.4	2.3	2.7	3.3	4.3	3.1	4.7	4.1	2.8	3.2	3.7
Nigéria	4.6	4.0	3.2	3.0	3.3	2.5	2.2	3.6	3.2	2.5	4.7	3.9	3.7	3.7	4.3
Pakistan	4.2	3.9	3.2	3.2	2.9	3.5	2.9	3.3	3.9	3.7	4.7	4.3	4.0	4.2	4.2
Philippines	4.0	3.8	2.8	2.8	3.4	2.3	2.1	3.0	3.5	2.8	4.1	4.0	2.6	4.1	4.4
Pologne	3.8	3.5	3.1	3.2	2.4	2.6	2.8	2.6	3.1	3.9	3.0	3.3	2.3	2.3	2.7
Russie	3.7	3.4	3.4	3.2	3.3	3.0	2.3	3.5	3.9	3.7	4.0	4.0	2.6	3.2	3.6
Sénégal	3.9	3.8	3.2	3.3	2.3	2.2	3.1	2.7	3.7	3.0	4.0	4.2	2.2	3.4	4.2
Singapour	1.5	1.4	1.9	1.7	1.3	1.8	2.0	1.4	1.4	1.5	1.4	1.4	1.3	1.4	1.4
Afrique du Sud	3.9	3.5	2.9	2.5	3.0	2.6	1.9	3.0	2.9	3.0	4.0	3.5	2.8	2.0	2.9
Corée du Sud	3.9	4.0	3.1	3.6	3.0	2.9	3.1	3.4	3.1	3.2	3.4	3.5	2.5	3.2	3.0
Royaume-	3.2	2.8	2.5	2.8	1.9	2.5	2.3	1.9	2.1	1.8	2.3	2.5	2.5	2.3	2.2

Uni															
États-Unis	3.8	3.6	3.2	3.3	2.5	2.6	2.8	2.7	3.1	2.8	3.0	3.1	2.8	3.2	2.8

Source : Enquête 2008 sur la Corruption des Pays Exportateurs par Transparency International. Les résultats en gris sont les valeurs maximales pour le pays concerné.